Le risque de dislocation sociale

Lisez le texte ci-dessous puis rÃ©pondez aux questions !

Comment faire plus de social en dÃ©pensant moins ?

C'est l'Ã©quation-clÃ© de 2013. Plus de social ? Les besoins sont immenses. Si, en 1995, on pouvait parler de "fracture sociale", le risque aujourd'hui est celui de la "dislocation sociale". Un quart des assurÃ©s sociaux qui renoncent Ã des soins pour des raisons financiÃ¨res. 20 % de chaque gÃ©nÃ©ration qui sort du systÃ¨me scolaire sans diplÃ´me. Une personne sur sept qui vit sous le seuil de pauvretÃ©. Un chÃ´mage qui persiste autour de 10 % de la population active. A systÃ¨me inchangÃ©, ce sont des dizaines de milliards qu'il faudrait injecter dans les annÃ©es qui viennent pour ne pas rÃ©gresser. Les services publics sociaux chargÃ©s de l'emploi, de la famille et de l'Ã©ducation sont eux-mÃªmes Ã bout de souffle et leurs agents surchargÃ©s par les demandes.

Or, ni les milliards ni les dizaines de milliers de postes ne seront disponibles pour rÃ©pondre Ã cette demande. Etat, collectivitÃ©s territoriales, organismes de la SÃ©curitÃ© sociale n'ont plus de marge de manoeuvre. La mÃ©thode CouÃ© ne produira pas de recettes miracles : la confiance rÃ©tablie qui restaure la croissance qui remplit les caisses publiques, ce n'est pas une perspective sÃ©rieuse pour les prochaines annÃ©es.

Sommes-nous condamnÃ©s Ã voir notre systÃ¨me social se dÃ©grader ? Oui, si on croit les promesses ou si on laisse s'installer un discours dÃ©faitiste et culpabilisant sur le social.
Des rÃ©formes permettant un progrÃ¨s social Ã coÃ»t nul. Ces rÃ©formes existent. Dans un pays oÃ¹ les dÃ©penses sociales sont dÃ©jÃ Ã©levÃ©es, avec un rendement faible, il est concevable de prÃ©voir au moins le maintien de la protection sociale, sans le subordonner Ã des dÃ©penses supplÃ©mentaires illusoires.

VoilÃ dix pistes de rÃ©forme. Aucune d'entre elles n'est facile. Toutes ont des inconvÃ©nients. Mais toutes sont rÃ©alisables et aucune ne creuse les dÃ©ficits publics.

1. Le bouclier sanitaire

Aujourd'hui, on rogne la couverture maladie tout en voyant la proportion de renoncement aux soins augmenter. Le bouclier sanitaire consiste Ã plafonner ce qui reste Ã la charge du malade, en fonction de son revenu. Il remplace la couverture maladie universelle et il met fin Ã la prise en charge Ã 100 % des affections de longue durÃ©e. Il met fin Ã ces situations oÃ¹ certains assurÃ©s paient en une annÃ©e plus d'un mois de salaire, entre franchises, forfaits hospitaliers et autres tickets modÃ©rateurs.

C'est une rÃ©forme lourde, mais dont la faisabilitÃ© a Ã©tÃ© dÃ©montrÃ©e. Elle ne coÃ»te rien. L'essentiel de l'augmentation des dÃ©penses d'assurance-maladie est liÃ© aux affections de longue durÃ©e. Ceux qui sont atteints de telles affections se verraient demander une contribution lorsque leurs revenus sont Ã©levÃ©s. En contrepartie, le plafonnement de leur participation s'appliquerait aussi aux autres soins que ceux directement liÃ©s Ã la maladie classÃ©e "affection de longue durÃ©e".

2. Une restriction de la pharmacopÃ©e prise en charge par l'assurance-maladie.

Nous sommes champions du monde de la consommation de mÃ©dicaments. Le nombre de mÃ©dicaments remboursÃ©s et leur prix est bien supÃ©rieur Ã ce qu'il est dans d'autres pays. On peut rÃ©duire le nombre de mÃ©dicaments pris en charge par l'assurance-maladie, sans dÃ©tÃ©riorer la prise en charge sanitaire. C'est l'industrie pharmaceutique qui souffrira, si elle ne se rÃ©oriente pas, et, dans une moindre mesure, les pharmaciens. Pour ces derniers, on peut attÃ©nuer en les rÃ©munÃ©rant pour des services mÃ©dicaux rendus, ce qui permet de rÃ©pondre aux problÃ¨mes de dÃ©serts mÃ©dicaux.Â

3. La rÃ©duction des coÃ»ts des services pour les personnes aux revenus les plus modestes. Paradoxalement, les personnes qui ont les revenus les plus faibles paient plus cher que les autres les diffÃ©rents services. La minute de tÃ©lÃ©phone par carte prÃ©payÃ©e est plus chÃ¨re que la minute par forfait. Les loyers des petites surfaces sont plus chers au mÃ¨tre carrÃ©. Assurance, Ã©nergie, alimentation, crÃ©dit, sont au nombre de ces postes de dÃ©penses pour lesquels les pauvres paient un surcoÃ»t.

Il serait temps de passer Ã une grande Ã©chelle. ProtÃ©ger les plus faibles, ce n'est pas seulement augmenter leurs ressources, c'est aussi rÃ©duire leurs coÃ»ts.

4. Une assurance obligatoire pour le logement. Les diffÃ©rents mÃ©canismes de garantie du risque locatif sont restÃ©s des Ã©checs. Il faut instituer une assurance obligatoire de tous les propriÃ©taires contre les loyers impayÃ©s. Mais cette assurance ne couvrirait le propriÃ©taire que s'il pratiquait un loyer raisonnable, par rapport Ã des loyers de rÃ©fÃ©rence.

Pour un loyer ne respectant pas des normes, le propriÃ©taire paierait la mÃªme cotisation, mais serait moins bien couvert. Un taux de 3 % rapporterait 3 milliards d'euros dont la moitiÃ© pourrait Ãªtre consacrÃ©e Ã indemniser les propriÃ©taires contre les non-paiements de loyers et l'autre moitiÃ© Ã financer des travaux de lutte contre l'habitat insalubre et de mise aux normes. Des mÃ©canismes dissuasifs peuvent Ãªtre trouvÃ©s pour Ã©viter les abus de la part de locataires qui se trouveraient dÃ©biteurs du fonds de garantie.

5. La dotation d'autonomie financÃ©e par les droits de succession.
Le verdict de l'Insee est sans appel : les inÃ©galitÃ©s de patrimoine ont augmentÃ© entre 2004 et

2010. L'Ã©cart entre les 10 % les plus riches et les 20 % les plus modestes s'est accru de 30 % en sept ans, 10 % de la population dÃ©tient la moitiÃ© des richesses. Une moitiÃ© des mÃ©nages se partage les miettes : 7 %.

Ce faisant, l'Insee montre le caractÃ¨re hÃ©rÃ©ditaire de la richesse. On ne rebat pas les cartes Ã chaque gÃ©nÃ©ration. Certains naissent dotÃ©s d'un solide patrimoine, d'autres ne reÃ§oivent que "la pauvretÃ© en hÃ©ritage". Cela renforce les difficultÃ©s des jeunes qui n'ont pas la chance de pouvoir bÃ©nÃ©ficier de la transmission d'un patrimoine familial et qui ne peuvent pas compter sur un marchÃ© de l'emploi qui les attend bras ouverts. La gauche fait progressivement marche arriÃ¨re sur l'allocation d'autonomie et annonce qu'elle attendra des jours meilleurs.

Il y a pourtant une maniÃ¨re simple, juste et rapide de traiter deux problÃ¨mes en mÃªme temps : la question des inÃ©galitÃ©s et celle de la jeunesse : en utilisant les droits de succession pour financer une dotation d'autonomie, pour briser la chaÃ®ne de transmission hÃ©rÃ©ditaire de la pauvretÃ©.

6. La rÃ©duction des plus hauts revenus.
L'explosion des plus hauts revenus au cours des vingt derniÃ¨res annÃ©es est l'un des motifs d'accroissement des Ã©carts de patrimoine.
Une politique dÃ©terminÃ©e pour ramener les plus hauts revenus vers des niveaux moins dÃ©raisonnables est une maniÃ¨re de faire du social sans coÃ»t pour les dÃ©penses publiques.

7. La fusion du revenu de solidaritÃ© active et de la prime pour l'emploi.
La crÃ©ation du revenu de solidaritÃ© active aurait dÃ» s'accompagner de la disparition de la prime pour l'emploi, si des voix ne s'Ã©taient pas Ã©levÃ©es, Ã droite comme Ã gauche, pour s'y opposer. RÃ©sultat, notre systÃ¨me compte deux systÃ¨mes mal articulÃ©s de soutien aux faibles revenus pour un coÃ»t total de plus de 13 milliards d'euros. Les aides au logement constituent un troisiÃ¨me mode de soutien aux revenus les plus faibles pour un coÃ»t additionnel Ã©quivalent. Un

seul mÃ©canisme suffirait, Ã©vitant les incohÃ©rences et la dispersion. La droite en est convaincue, la gauche n'a pas encore de doctrine sur ce point, qui concerne quelques millions de foyers.

8. La rÃ©forme par expÃ©rimentation.

Le mode d'Ã©laboration des politiques sociales est facteur de coÃ»ts. Combien de rÃ©formes ont Ã©tÃ© a posteriori Ã©pinglÃ©es par la Cour des comptes pour avoir des coÃ»ts dÃ©mesurÃ©s et des effets incertains ? Il est toujours difficile de remettre en cause ce qui a Ã©tÃ© crÃ©Ã© : rÃ©sultat, les dispositifs s'empilent et l'efficacitÃ© s'amenuise. Les gouvernements devraient s'imposer, sous le contrÃ´le du Parlement, d'initier des rÃ©formes par des expÃ©rimentations permettant de mesurer le rapport entre le coÃ»t et l'efficacitÃ© de mesures nouvelles et de pouvoir remettre en cause des mesures anciennes, parfois obsolÃ¨tes.

Une grande entreprise ne survivrait pas longtemps sans un dÃ©partement de recherche et dÃ©veloppement capable de tester ses innovations avant de les introduire sur le marchÃ©. C'est pourtant ce qui manque aux politiques sociales ou seul existe le contrÃ´le a posteriori, qui intervient pour Ã©valuer une rÃ©forme dÃ©jÃ plusieurs fois rÃ©formÃ©e...

9. Le financement des associations.

Les associations jouent un rÃ´le crucial en complÃ©ment de l'action des institutions publiques. Leur financement est de plus en plus fragile et leur vulnÃ©rabilitÃ© a de graves consÃ©quences sur le tissu social. Cette situation risque de s'aggraver, les subventions aux associations Ã©tant l'une des premiÃ¨res cibles des coupes budgÃ©taires. Une part de leurs ressources provient de la gÃ©nÃ©rositÃ© publique. Or cette gÃ©nÃ©rositÃ© est dÃ©croissante avec les revenus. Si les plus modestes donnent 1 % de leurs revenus, les plus aisÃ©s ne leur consacrent que 0,6 % des leurs, en moyenne.

Les incitations fiscales Ã financer le secteur ne sont pas suffisantes pour les plus fortunÃ©s. Ainsi, lorsque les assujettis Ã l'impÃ´t sur la fortune pouvaient attÃ©nuer le poids de cet impÃ´t en choisissant un investissement dans une entreprise ou un don au secteur non lucratif, seule une infime minoritÃ© a optÃ© pour l'investissement dÃ©sintÃ©ressÃ©.

Aligner le "taux de gÃ©nÃ©rositÃ©" des plus riches sur celui des plus pauvres ferait rentrer plusieurs centaines de millions dans les caisses des associations. Puisque cela ne se fait pas spontanÃ©ment, il serait lÃ©gitime de demander Ã chaque foyer fiscal, au-dessus d'un certain seuil, de justifier d'un don de 1 % Ã 2 % de ses revenus Ã des associations d'intÃ©rÃªt gÃ©nÃ©ral ou, Ã dÃ©faut, d'abonder Ã un fonds pour le dÃ©veloppement des associations Ã caractÃ¨re social. Cela donnerait une bouffÃ©e d'oxygÃ¨ne aux associations et, surtout, leur permettrait de jouer leur rÃ´le Ã l'Ã©gard des publics qu'elles accompagnent.

10. Des contributions Ã©cosociales.
La taxe Ã©cologique est morte avant d'avoir Ã©tÃ© crÃ©Ã©e. Pourtant, il existe des mini-taxes Ã©cologiques fort utiles. Ainsi, sous l'impulsion de l'association EmmaÃ¼s, a Ã©tÃ© crÃ©Ã©e une "Ã©cocontribution textile" : quelques centimes payÃ©s sur chaque vÃªtement achetÃ©, finanÃ§ant la rÃ©cupÃ©ration et le recyclage, grand pourvoyeur d'emplois d'insertion. Ces contributions ont un double effet : elles Ã©vitent des dÃ©penses d'incinÃ©ration en augmentant la part recyclÃ©e ou rÃ©utilisÃ©e, et consolident des entreprises d'insertion, qui ont besoin de moins de subventions pour faire leur travail social, Ã´ combien utile. De tels mÃ©canismes pourraient Ãªtre crÃ©Ã©s dans plusieurs autres domaines.

VoilÃ dix idÃ©es de transformations sociales. Elles ne sont peut-Ãªtre pas trÃ¨s spectaculaires ni trÃ¨s "glamour". Mais elles s'attaquent Ã dix problÃ¨mes essentiels et ne dÃ©pendent pas d'un retour Ã meilleure fortune de la France, d'une croissance enfin supÃ©rieure Ã 2 %, ni ne creusent les dÃ©ficits publics.
Faire cesser de faire rimer le mot rÃ©forme sociale avec rÃ©gression ou avec dÃ©ficit. Et les

politiques pourraient Ã©viter ce risque de dislocation sociale dont les consÃ©quences peuvent Ãªtre ravageuses.
Martin Hirsch, haut fonctionnaire /Â lemonde.fr

Pour en savoir plus : cliquez ici>>

Y-a-t-il un risque de dislocation sociale dans votre pays et si oui pourquoi ? _____
1 - Quelle est la situation des soins pour la santÃ© dans votre pays ? _____
2 - Quelle est la consommation de mÃ©dicaments dans votre pays ? _____
3 - Est-ce que la vie est aussi trÃ¨s chÃ¨re pour les plus faibles dans votre pays ? _____
4 - Comment se passe l'accÃ¨s au logement dans votre pays ? _____
5 - Quelles aides pour les personnes Ã¢gÃ©es dans votre pays ? _____
6 - Avez-vous de grandes diffÃ©rences entres les plus hauts salaires et les plus bas dans votre pays ? _____
7 - Comment aidez-vous les plus dÃ©munis dans votre pays ? _____
8 - Comment se dÃ©cide une nouvelle loi dans votre pays ? _____
9 - Comment est le tissu associatif dans votre pays ? _____
10 - Avez-vous des exemples de mesures Ã©cosociales dans votre pays ? _____

Le risque de dislocation sociale

Y-a-t-il un risque de dislocation sociale dans votre pays et si oui pourquoi ?

1 - Quelle est la situation des soins pour la santÃ© dans votre pays ?

2 - Quelle est la consommation de mÃ©dicaments dans votre pays ?

3 - Est-ce que la vie est aussi trÃ¨s chÃ¨re pour les plus faibles dans votre pays ?

4 - Comment se passe l'accÃ¨s au logement dans votre pays ?

5 - Quelles aides pour les personnes Ã¢gÃ©es dans votre pays ?

6 - Avez-vous de grandes diffÃ©rences entres les plus hauts salaires et les plus bas dans votre pays ?

7 - Comment aidez-vous les plus dÃ©munis dans votre pays ?

8 - Comment se dÃ©cide une nouvelle loi dans votre pays ?

9 - Comment est le tissu associatif dans votre pays ?

10 - Avez-vous des exemples de mesures Ã©cosociales dans votre pays ?